

Avis présentés par Martin Poirier et Frédérique C.-Doucet

Dans le cadre de la consultation publique organisée par la CREBSL concernant le projet de création d'aires protégées pour le Bas-Saint-Laurent

Présentation

Nous sommes des citoyens qui avons à cœur l'avenir de notre région et sommes enthousiastes à l'idée de la réalisation d'un projet de création d'aires protégées pour certaines parties du territoire bas-laurentien. Cependant, après avoir pris connaissance de votre démarche, nous avons relevé une faille importante en lien avec la protection du sous-sol. C'est pourquoi nous avons préparé deux propositions qui sauront sans doute apporter des éléments d'information et des pistes de solution efficaces dans le but d'orienter et de faciliter votre travail.

Avis #1

1- Sachant que le territoire bas-laurentien est déjà en grande majorité claimé par les compagnies gazières/pétrolières¹.

2- Sachant que cela laisse donc présager que les compagnies pétrolières détenant des claims auront préséance afin de poursuivre l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures sur le nouveau territoire d'aires protégées;²

Il nous apparaît prématuré de projeter la création d'aires protégées dans un tel contexte. En effet, une fois que de telles aires protégées seraient mises en application, il n'y a rien qui nous garantit qu'elles pourraient mettre fin aux baux des compagnies en vigueur, ni à leurs activités d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures (ni à leurs risques de contamination). Afin de préserver la santé et la biodiversité des écosystèmes de façon durable, nous jugeons impératif que la CREBSL libère les aires protégées proposées de l'emprise des claims miniers avant le dépôt du projet.

¹ Ministère des ressources naturelles – *Permis de recherche de pétrole, de gaz naturel et de réservoir souterrain. Bas-Saint-Laurent*, [en ligne].

http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/energie/exploration/Permis_bas-saint-laurent.pdf (Page consultée le 22 avril 2013) ; Ministère des ressources naturelles – *Permis de recherche de pétrole, de gaz naturel et de réservoir souterrain. Gaspésie*, [en ligne].

http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/energie/exploration/Permis_gaspesie.pdf (Page consultée le 22 avril 2013)

² Dans le cadre d'une conférence organisée par le groupe Pour le Québec ait meilleure mine (QuebecMeilleurMine - *10 Forum Québec meilleure mine Jean-Paul Lacasse - YouTube*, [en ligne]. http://www.youtube.com/watch?v=wFU363D_pWU&list=PLcUA9gjtMeZxRQ2RMtucUaje2_7pf76lJ (Page consultée le 22 avril 2013)), Jean-Paul Lacasse, professeur émérite à la Faculté de Droit de l'université d'Ottawa, spécialisé entre autres en Droit minier, affirme en effet que : « Les projets des créations d'aires protégées doivent souvent, habituellement, céder le pas aux activités minières, là où des titres miniers existent. »

Avis #2

Avant de mettre en place le projet d'aires protégées, il est impératif que la CRÉBSL établisse des communications avec les compagnies en question, ainsi que l'intervention du gouvernement, afin de retirer les permis de ces compagnies dans les zones ciblées comme futures aires protégées. Nous aimerions avoir un suivi de la part de la CRÉBSL concernant cette démarche essentielle afin que le territoire que vous envisager de protéger le soit réellement.

Références

[1] Voir page 23 :

Sylvain Archambault et Ugo Lapointe, *Titres miniers, gaziers et pétroliers dans le Sud du Québec: une nouvelle menace pour la conservation ?*, [en ligne].

http://www.naturequebec.org/fileadmin/fichiers/Biodiversite/Ateliers/2012/Présentations/PPT12-10-13_TitresMiniers.pdf (Page consultée le 22 avril 2013)

[2] Ministère des Ressources naturelles, *MRN- Le claim. Section : Suspension, révocation, prolongation et transferts*, [en ligne].

<http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/enligne/mines/claim/claim-imp.asp#suspension> (Page consultée le 22 avril 2013)

Compagnies présentent sur le territoire du BSL

Abba Québec Ressources	Témiscouata
Gastem	Vallée de la Matapédia
Marcorp Oil and Gaz (sous-location à Gastem)	Matane – Mitis - Vallée de la Matapédia
Mine JAG Ltée	Kamouraska - Témiscouata
Olitra	Témiscouata
Pétrolympia	Vallée de la Matapédia
Ressources et Énergie Squatex Inc	RDL - Témiscouata – Basques - Rimouski-Neigette
Stelmine Canada Ltd	Matane
X-Terra	Rimouski-Neigette – Basques

A noter que nous n'avons pas détaillé toutes les MRC qu'une compagnie peut toucher. La liste présente est simplement pour démontrer que les huit MRC du BSL sont touchées.

Source : <http://www.mrn.gouv.qc.ca/energie/petrole-gaz/petrole-gaz-potentiel.jsp>

Principe du droit minier québécois

Le régime minier québécois favorise la mise en valeur des ressources minérales, en tenant compte des autres possibilités d'utilisation du territoire. Il s'appuie sur un accès le plus large possible au territoire, un droit de recherche ouvert à tous, sans égard aux moyens des demandeurs, où le premier arrivé obtient avec son titre le droit exclusif d'y rechercher les substances minérales et l'assurance de pouvoir obtenir, sous certaines conditions, le droit d'exploiter les substances minérales découvertes.

Le claim

Le claim est le seul titre d'exploration octroyé pour la recherche des substances minérales du domaine de l'État. Il s'obtient soit :

par désignation sur carte, désormais le principal mode d'acquisition;

par jalonnement sur certains territoires déterminés à cette fin.

Droits et restrictions

Le claim est un droit minier qui donne à son titulaire le droit exclusif de rechercher, pour une période de deux ans, sur un territoire délimité, toutes les substances minérales qui font partie du domaine public à l'exception :

du pétrole, du gaz naturel et de la saumure;

du sable (sauf le sable de silice utilisé à des fins industrielles), du gravier, de l'argile commune exploitée pour la fabrication de produits d'argile et de toute autre substance minérale se retrouvant à l'état naturel sous forme de dépôt meuble ainsi que des résidus miniers inertes utilisés à des fins de construction;

de toute autre substance minérale de surface pour la partie du terrain faisant également l'objet d'un permis de recherche de substances minérales de surface ou d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface.

Suspension, révocation, prolongation, transferts

Suspension de l'émission d'un claim

Le ministre des Ressources naturelles peut procéder à une suspension provisoire à l'activité minière d'un terrain durant la préparation d'un arrêté ministériel sur un territoire pour des motifs d'intérêt public (par exemple, pour la création d'une aire protégée). La clientèle sera informée de la suspension par la parution d'un avis sur la carte officielle des titres miniers.

Suspension de la période de validité

Le ministre des Ressources naturelles peut suspendre la période de validité d'un claim lorsque :

la validité du claim est contestée;

le titulaire ne peut exécuter les travaux exigés;

le terrain fait l'objet d'une demande de bail minier.

Révocation

Le ministre des Ressources naturelles peut révoquer en tout temps :
un claim obtenu ou renouvelé par erreur;
un claim obtenu ou renouvelé par fraude ou fausse représentation sauf si, depuis au moins un an, ce droit est inscrit au registre au nom d'un tiers de bonne foi;
un permis de prospection obtenu ou renouvelé par fraude ou fausse représentation.
Enfin, dans les trois mois qui suivent son renouvellement, le ministre des Ressources naturelles peut révoquer un claim, lorsqu'il refuse les travaux qui étaient nécessaires au renouvellement du claim.

Prolongation

Lors du décès du titulaire d'un claim, le ministre des Ressources naturelles peut exceptionnellement prolonger d'une année la période de validité du claim, à la demande de la succession.

Transferts

Le registraire inscrit au registre public tout acte de transfert de droits miniers et tout autre acte relatif à ces droits, y compris tout changement apporté à la dénomination sociale d'un titulaire (changement de nom, fusion, prorogation...).

L'inscription se fait à la suite du dépôt des documents et du paiement des frais requis.

Tarification pour les titres d'exploration

Source : http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/enligne/mines/claim/claim-imp.asp#leclaimjalonne_territoire

Conditions générales:

Donne à son détenteur un droit exclusif de rechercher le pétrole et le gaz naturel et un réservoir souterrain.

Peut couvrir une superficie maximale de 25 000 hectares. Le permis est émis selon un système de quadrillage uniforme. Chaque parcelle du prédécoupage s'étend sur une superficie approximative de 2 000 hectares.

Est valable pour cinq ans.

Peut être renouvelé pour cinq autres années, à raison d'une année à la fois.

Permet au détenteur de plusieurs permis de les grouper pour l'application des sommes dépensées en travaux statutaires

Les obligations:

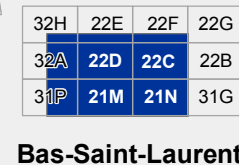
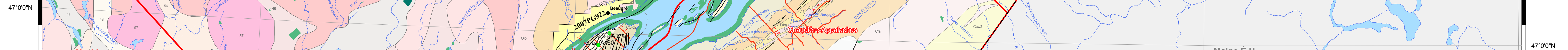
Payer une rente annuelle. Elle s'élève à 10 ¢ l'hectare en milieu terrestre et à 5 ¢ en milieu marin, si la superficie est supérieure à 100 000 hectares. À partir de la 6^e année, la rente est de 50 ¢ pour chaque renouvellement.

Réaliser des travaux obligatoires. La valeur minimale des travaux est de 50 ¢ l'hectare la première année et augmente de 50 ¢ par année, pour atteindre 2,50 \$ la cinquième année.

Soumettre un rapport technique et financier à la fin de chaque année.

<http://www.mrn.gouv.qc.ca/energie/petrole-gaz/petrole-gaz-conditions.jsp>

72°0'0"O	71°0'0"O	70°0'0"O	69°0'0"O	68°0'0"O
----------	----------	----------	----------	----------



VUE COMPLÉMENTAIRE

Forages et sismique

Surface de référence géodésique	Ellipsoïde GRS 80
Système de référence géodésique	NAD 83 compatible avec le système mondial WGS 84
Projection cartographique	Conique de Lambert avec deux parallèles d'échelle conservée (46° et 60°)

Production : Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Direction du bureau des hydrocarbures

Collaboration : Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Direction générale de géologie Québec

Diffusion : SIGPEG, <http://sigpeg.mmf.gouv.qc.ca>

Note: Ce document n'a aucune portée légale

Abstract

Données	Organisme	Année
Base de données topographiques et administratives (BDGA) à l'échelle de 1:50 000 000	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	2006

Géologie à l'échelle
de 1/250 000

1/400 000

Ministère des Ressources naturelles
et de la Faune 2008Ministère des Ressources naturelles et de la Faune 2003
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune 2003